



Assemblée générale

Distr. générale
18 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 154 de l'ordre du jour

Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la mission	8
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	9
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	9
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	9
III. Exécution du budget	29
A. Ressources financières	29
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	30
C. Évolution des dépenses mensuelles	31
D. Autres produits et ajustements	31
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	32
F. Contributions non budgétisées	32



IV.	Analyse des écarts	32
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	35
VI.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/299	36

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et l'objectif de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (affaires politiques et civiles, composante militaire, police des Nations Unies et appui).

Au cours de l'exercice considéré, la Force a poursuivi ses opérations conformément à son objectif général, qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre.

Elle a engagé des dépenses d'un montant de 51,7 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 99,9 % (contre des dépenses d'un montant de 49,4 millions de dollars et un taux d'exécution de 97,3 % pour l'exercice 2019/20).

Le solde inutilisé (0,02 million de dollars) correspond à l'incidence nette des facteurs suivants : a) le dépassement des crédits au titre des militaires et du personnel de police (0,6 million de dollars), qui tient essentiellement à des dépenses plus élevées que prévu concernant les remboursements, aux pays fournisseurs de contingents, des coûts standard afférents au personnel en tenue, en raison de l'obligation pour les contingents entrants d'observer une quarantaine de 14 jours au moment de la relève dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), d'où un taux de vacance moyen effectif inférieur aux prévisions ; b) le dépassement des crédits prévus au titre du personnel civil (0,9 million de dollars), imputable principalement à des dépenses liées aux traitements supérieures aux prévisions pour le personnel recruté sur le plan international et national ; c) la sous-utilisation des crédits ouverts au titre des dépenses opérationnelles (1,6 million de dollars), en raison de la réorganisation des activités à laquelle il a fallu procéder pour financer les dépenses afférentes aux militaires et au personnel de police et au personnel civil.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	21 870,5	22 498,4	(627,9)	(2,9)
Personnel civil	15 537,4	16 451,6	(914,2)	(5,9)
Dépenses opérationnelles	14 342,2	12 776,3	1 565,9	10,9
Montant brut	51 750,1	51 726,3	23,8	0,0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 612,7	2 732,1	(119,4)	(4,6)
Montant net	49 137,4	48 994,2	143,2	0,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	503,0	313,3	189,7	37,7
Total	52 253,1	52 039,6	213,5	0,4

Exécution du budget : ressources humaines

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé^a</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (Pourcentage)^b</i>
Contingents	860	818	4,9
Police des Nations Unies	69	65	5,8
Personnel recruté sur le plan international	38	37	2,6
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	7	6	14,3
Agents des services généraux	115	113	1,7
Emplois de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	2	2	0,0

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le projet de budget de fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (exercice 2020/21), que le Secrétaire général a présenté dans son rapport du 12 février 2020 ([A/74/693](#)), s'élevait à un montant brut de 52 045 600 dollars (montant net : 49 412 900 dollars), compte non tenu de contributions volontaires en nature budgétisées d'un montant de 503 000 dollars. Les effectifs prévus étaient les suivants : 860 membres des contingents, 69 membres du personnel de police des Nations Unies, 41 membres du personnel recruté sur le plan international, dont deux titulaires d'un emploi de temporaire, et 123 membres du personnel recruté sur le plan national.
2. Dans son rapport du 21 avril 2020, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre des crédits d'un montant brut de 51 750 100 dollars pour l'exercice 2020/21 ([A/74/737/Add.4](#), par. 23).
3. Dans sa résolution [74/285](#), l'Assemblée générale a ouvert, au titre de l'exercice 2020/21, des crédits d'un montant brut de 51 750 100 dollars (montant net : 49 137 400 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Force. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre dans sa résolution [186 \(1964\)](#) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice considéré dans ses résolutions [2537 \(2020\)](#) et [2561 \(2021\)](#).
5. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre et le retour à une situation normale.
6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (affaires politiques et civiles, composante militaire, police des Nations Unies et appui).
7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2020/21, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Au cours de l'exercice considéré, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a continué de susciter des problèmes considérables pour les deux communautés, tout comme pour la Force. Néanmoins, en l'absence de communication directe et continue entre les parties et conformément aux décisions prises par le

Conseil de sécurité dans ses résolutions 2537 (2020) et 2561 (2021), la Force a continué d'appuyer la liaison et le dialogue avec les parties dans toutes les composantes, notamment les échanges intercommunautaires visant à maintenir la stabilité et le calme, et de contribuer à créer les conditions propices à la signature d'un éventuel accord.

9. Dans sa résolution 2483 (2019), le Conseil de sécurité a invité les deux parties et toutes les parties concernées, avec l'aide de la Force agissant dans le cadre de son rôle de liaison, à redoubler d'efforts pour mettre en place un mécanisme de contacts directs au niveau militaire, et à continuer d'étudier les moyens d'établir des mécanismes et de renforcer les initiatives existantes pour dissiper de manière efficace les tensions, multiplier les démarches conjointes en matière pénale et faciliter le règlement des questions qui intéressaient toute l'île et donc l'ensemble des Chypriotes. En dépit des initiatives et des efforts entrepris par la Force, il n'y a eu aucun progrès en ce qui concerne l'établissement d'un mécanisme de contacts militaires directs. Les positions sur la composition du mécanisme sont demeurées très éloignées et difficilement conciliables.

10. Le nombre d'activités civiles autorisées et non autorisées menées dans la zone tampon est demeuré élevé, ce qui s'est traduit par un risque accru de tensions, non seulement entre civils, mais aussi entre civils et forces en présence. En outre, on a observé une augmentation continue du nombre de migrants en situation irrégulière et de demandeurs d'asile traversant la zone tampon sans autorisation. La Force a poursuivi ses patrouilles régulières et ciblées pour empêcher le déversement illégal de déchets dans la zone tampon. Il importait particulièrement de comprendre le point de vue des populations locales et d'assurer une liaison efficace et coordonnée entre civils et militaires au niveau local pour être en mesure d'apaiser les tensions et les différends politiques sur le terrain, de maintenir le calme et la stabilité et de préserver l'intégrité de la zone tampon, au moyen de patrouilles de militaires et de police et d'activités de liaison, de dialogue et de coordination, y compris au niveau politique.

11. La Force a appuyé les mesures de confiance visant à créer les conditions propices à la reprise d'un processus de règlement viable, notamment en facilitant les travaux de sept comités techniques, ainsi qu'en organisant des échanges réguliers entre la Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et Chef de la mission et les parties en présence. Les interactions et les réunions en face à face ont été très limitées et ont été remplacées par des réunions virtuelles, compte tenu des restrictions de circulation liées à la pandémie de COVID-19. La Force a poursuivi son étroite collaboration avec les forces adverses pour faire en sorte que les tensions soient contenues, mais les efforts visant à redynamiser la coopération en matière de déminage et à engager des contacts militaires ouverts et directs ont été entravés par des obstacles de procédure et la réticence des deux parties.

12. Dans sa résolution 2561 (2021), le Conseil de sécurité a souligné qu'il était nécessaire de promouvoir les contacts intercommunautaires et la participation de la société civile, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. La Force a continué de renforcer son appui à la société civile, quoique dans une mesure bien moindre pendant la pandémie, et a tiré parti de sa nouvelle structure décentralisée pour dialoguer et collaborer davantage avec les organisations locales établies en dehors de Nicosie. Elle a poursuivi ses activités de sensibilisation auprès de ces organisations, tout en continuant de cartographier la zone tampon, d'évaluer les demandes, de délivrer des permis et de faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire selon les modalités les mieux adaptées à la situation et à la réglementation relative à la pandémie de COVID-19. Aucun office religieux n'a été facilité en raison des préoccupations engendrées par la pandémie.

13. Dans le cadre de l'action qu'il mène pour contrer les effets disproportionnés et singuliers des conflits armés sur les femmes, le Conseil de sécurité a souligné, dans sa résolution 1325 (2000), qu'il importait que celles-ci participent sur un pied d'égalité à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité et qu'elles y soient pleinement associées. Dans la même résolution, il s'est déclaré prêt à incorporer une démarche soucieuse des questions de genre dans les opérations de paix. À cet égard, au cours de l'exercice considéré, la Force a continué de mettre en œuvre son mandat relatif à la prise en compte des questions de genre dans toutes ses composantes. Du fait de l'importance que le Conseil de sécurité accorde, dans sa résolution 2561 (2021), à la participation des femmes à toutes les étapes du processus de paix, la Force a intensifié son dialogue avec les groupes féminins, à la poursuite des objectifs définis dans la résolution 1325 (2000) du Conseil et dans toutes ses résolutions ultérieures sur les femmes et la paix et la sécurité. En outre, elle a intensifié le dialogue avec les jeunes sur les questions liées aux femmes et à la paix et à la sécurité, ainsi qu'à l'égalité des genres.

14. À Chypre, des enquêtes de perception récentes ont révélé que les préoccupations et les besoins des femmes en matière de sécurité étaient rarement pris en compte lors des pourparlers de paix. Du fait de l'importance que le Conseil de sécurité a accordée, dans sa résolution 2561 (2021), à la participation véritable des femmes à tous les aspects du processus de paix, la Force a renforcé ses efforts à cet égard. La dernière enquête de perception menée auprès des habitants du secteur 4 a renforcé la compréhension de la zone.

15. Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance a été lancé au sein de la Force en 2019 et son déploiement se poursuit activement. La Force a mis au point son cadre de résultats relatif au Système, s'est dotée d'un plan hiérarchisé à l'échelle de la mission en vue de l'exécution de son mandat et recueille des données à l'aune de différents indicateurs pour suivre les progrès accomplis et évaluer l'incidence de ses activités dans les domaines prioritaires. Depuis le lancement du Système, la Force a entrepris six évaluations des résultats, étayées par des données pour chaque indicateur, afin d'analyser les résultats obtenus au regard des tâches prescrites et de déterminer l'impact de l'allocation des ressources sur ces résultats. Elle a utilisé les données et les analyses issues du Système pour établir les rapports du Secrétaire général et éclairer les exposés du Conseil de sécurité, notamment en élaborant des fiches d'information distribuées lors des réunions du Conseil en juin et décembre 2020. Elle s'est également appuyée sur le Système pour produire d'autres rapports et notes d'information, dont des rapports destinés à de hauts responsables sur des questions pertinentes, ainsi que de brefs rapports ciblés publiés tous les mois ou à intervalles réguliers par le Centre d'analyse conjointe de la mission. Géré par le (la) Chef du Centre d'analyse conjointe de la mission, faute de spécialistes civils de la planification au sein de la Force, et supervisé par le (la) conseiller(ère) principal(e), le Système continuera d'être utilisé régulièrement pour mettre à jour les plans de mission, éclairer la prise de décision des équipes de direction et améliorer les rapports qui sont établis à l'intention du Siège et des États Membres. Cependant, du fait de l'absence de spécialistes civils de la planification au sein de la Force, il est difficile de réaliser régulièrement des travaux de planification intégrée et de mener en temps utile des évaluations des résultats.

Pandémie de maladie à coronavirus

16. Au cours de l'exercice considéré, en dépit de la poursuite de la pandémie de COVID-19 et des restrictions connexes, la Force a continué d'agir pour maintenir le calme dans la zone tampon et aux alentours et promouvoir le dialogue et la coopération au moyen d'activités bicommunautaires et d'autres mesures de confiance. En raison de la nature évolutive de la pandémie et des difficultés qui y sont

associées, la Force avait déjà, au cours de l'exercice précédent, adopté de nouvelles modalités de travail et d'autres dispositions, comme le télétravail, et réduit les déplacements ainsi que le nombre de ses membres physiquement présents dans ses locaux ; elle a ainsi pu rester pleinement opérationnelle tout au long de l'exercice considéré.

17. La Force a continué d'organiser des réunions régulières du comité spécial, mis sur pied par la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la mission au cours de l'exercice précédent. Composé de membres de la haute direction et du personnel de l'ensemble des composantes, ainsi que de représentants d'autres institutions spécialisées des Nations Unies présentes à Chypre, ce comité a pour mission de mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées et conformes aux directives établies par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour limiter la propagation de la COVID-19. La Force a adressé quotidiennement des messages radiodiffusés au personnel et elle a organisé des réunions-débats virtuelles consacrées aux mesures préventives et à d'autres éléments d'information connexes nécessaires pour assurer la sécurité et la protection du personnel, en tenant compte des recommandations de l'OMS et du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, ainsi que des instructions émanant des autorités nationales. La Force est parvenue à allouer rapidement des ressources de manière à atténuer les risques associés à la pandémie, ce qui a permis d'assurer la continuité des opérations et de réduire au minimum les perturbations susceptibles de compromettre l'exécution du mandat de la mission. Elle a également coordonné la mise en œuvre de l'ensemble des mesures prises par le Comité des personnes disparues à Chypre et par la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre. En outre, elle s'est coordonnée avec le Gouvernement chypriote et a accepté que la vaccination de son personnel se déroule dans le cadre du programme de vaccination du pays hôte, à titre gracieux.

18. La Force a dû redéfinir ses dépenses opérationnelles pour répondre aux besoins opérationnels immédiats dans le contexte de la pandémie de COVID-19, notamment en ce qui concerne le déploiement à grande échelle des tests PCR (amplification en chaîne par polymérase) et des tests antigéniques rapides et la vaccination contre la grippe saisonnière. Elle a mis en place l'obligation pour tous les nouveaux membres du personnel en tenue d'observer une quarantaine d'au moins 14 jours dans une installation spécifique mise à disposition par le pays hôte et conformément aux règles recommandées par ce dernier.

C. Activités d'appui de la mission

19. Au cours de l'exercice considéré, la Force a continué de mettre en œuvre des mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'améliorer ses pratiques en matière de gestion de l'environnement, l'objectif étant de réduire encore plus son empreinte écologique en ayant davantage recours aux sources d'énergie renouvelable et en diminuant sa consommation de combustibles fossiles et sa production de déchets. La Force a réussi à relier au réseau national le parc de panneaux solaires installé dans la zone protégée par les Nations Unies. Elle a achevé la modernisation des installations électriques au camp Roca, de manière à les rendre conformes aux normes internationales en matière de câblage électrique, appliquées par le pays hôte. Ces diverses mesures ont permis à la Force d'améliorer les services fournis dans les domaines des installations et infrastructures et des transports terrestres.

20. La Force a acquis 19 véhicules inscrits au budget approuvé, conformément au plan quinquennal approuvé de remplacement progressif des véhicules de location par des véhicules appartenant à l'ONU, et a remplacé un camion obsolète appartenant à l'ONU.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

21. Au cours de l'exercice considéré, la Force a continué d'entretenir des liens de coopération étroits avec les autres missions des Nations Unies déployées à proximité, à savoir la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, le Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient. Elle a apporté son plein appui, dans les domaines logistique et administratif, au Comité des personnes disparues à Chypre et à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre.

22. La Force a reçu l'aide de la FINUL en ce qui concerne des questions de déontologie et de discipline, dans le cadre d'initiatives de coopération régionale entre missions géographiquement proches et d'autres initiatives régionales de formation, pour permettre l'exécution efficace des programmes communs. Elle a continué de recevoir des services liés aux technologies, dont la prestation est régie par les structures de gestion et de gouvernance régionales, conformément aux objectifs stratégiques consistant à réduire les disparités en matière de services, à réaliser des économies d'échelle et à éliminer les chevauchements d'activités entre les diverses missions présentes dans la région.

23. La Force a reçu l'appui du Bureau d'appui commun de Koweït, où un agent des services généraux traite les états de paie du personnel recruté sur le plan national et du personnel en tenue de la Force.

E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

24. La Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la mission a continué de diriger et de coordonner les différents éléments de l'équipe de pays des Nations Unies à Chypre, à savoir les bons offices du Secrétaire général à Chypre, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et le Comité des personnes disparues à Chypre, dans le dessein commun de créer un climat propice à l'instauration d'un processus de paix.

25. La Force a continué d'aider la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la mission dans son rôle de Conseillère spéciale adjointe du Secrétaire général pour Chypre. Lorsque c'était nécessaire, la Force a apporté un appui technique et logistique au Bureau de la Représentante spéciale, aux groupes de travail et aux autres groupes d'experts chargés d'examiner les questions d'intérêt commun, ainsi qu'un appui en matière de médias et de communications.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : affaires politiques et civiles

26. Conformément à son mandat, la Force a continué de faciliter le règlement de diverses questions entre les deux communautés. Durant l'exercice, elle a aidé à renforcer le dialogue et la coopération en appuyant l'organisation d'activités bicommunautaires sur l'ensemble de l'île, en favorisant les échanges entre les communautés et en soutenant d'autres mesures de confiance. Elle a également continué de s'efforcer de mieux localiser les activités civiles, notamment les activités agricoles et les activités de construction. Elle s'est employée sans relâche à empêcher

l'exécution d'activités non autorisées dans la zone tampon, en renforçant ses mécanismes et instruments de suivi des violations des règles relatives à l'accès à cette zone et à son utilisation. Enfin, elle a continué de fournir une assistance humanitaire aux membres des deux communautés, selon les besoins, malgré les restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19.

27. La Force a continué d'exercer ses fonctions de liaison en matière politique et civile, dans le but de régler certains problèmes et d'éviter des crises en l'absence de pourparlers directs entre les parties adverses. Elle a maintenu le contact avec les responsables et les autorités de l'une et l'autre parties afin d'empêcher que les tensions ne s'aggravent et de trouver des moyens d'ouvrir la voie à la tenue de pourparlers. En outre, le Centre d'analyse conjointe de la mission a veillé à ce que la direction soit bien informée, en temps utile, des activités menées dans les deux communautés et soit prête à réagir en cas d'évolution de la situation sur l'île.

28. La Force a prêté assistance à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, s'agissant notamment d'enjeux ayant trait à la politique et au maintien de la paix, et a facilité le travail des comités techniques et l'application des mesures adoptées par ces derniers en vue d'améliorer les relations quotidiennes entre les deux communautés.

Réalisation escomptée 1.1 : Création de conditions plus favorables aux négociations grâce à l'amélioration des rapports entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du nombre de projets conjoints, de manifestations sociales et culturelles, de réunions politiques et de réunions avec la société civile, ainsi que d'autres activités connexes, organisés sous l'égide de la Force, qui contribuent à renforcer la confiance, les relations intercommunautaires et le mouvement en faveur de la paix sur l'île (2018/19 : 500 ; 2019/20 : 662 ; 2020/21 : 475)

Compréhension et prévention ou règlement, avec le concours de la Force, de tout problème lié à des activités civiles pouvant susciter des tensions entre les deux parties

Prise en compte systématique des questions de genre dans les travaux des organisations de la société civile et dans le cadre d'autres activités liées au processus de paix, et augmentation de la participation des femmes à ce processus grâce à l'appui fourni par la Force

Au total, 267 activités bicommunautaires ont été menées, dont 9 réunions de partis politiques

Le nombre d'activités a été moins élevé que prévu car les rassemblements et les contacts en présentiel ont été limités en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19. La Force a tenu des réunions virtuelles pour maintenir le contact entre les communautés, mais ce format s'est révélé moins efficace

Objectif atteint : par ses activités de liaison et de dialogue, la Force a continué de collaborer avec les autorités chypriotes turques et chypriotes grecques pour gérer les activités civiles à proximité de la ligne de cessez-le-feu, où des tensions ont été désamorcées pendant la période considérée

Objectif atteint : 20 organisations de femmes de la société civile ont participé à 25 activités intercommunautaires

En outre, 62 manifestations s'adressant directement aux organisations de femmes de la société civile et activités de sensibilisation destinées aux femmes ont été organisées ou appuyées par la Force, à l'intention de 560 représentantes

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations*

Soutien à la mise en œuvre des mesures de confiance existantes ou nouvelles, poursuite des

43 Réunions du Comité technique du patrimoine culturel

activités visant à faciliter les travaux des comités techniques et fourniture d'un appui accru aux fins de l'application des décisions de ces derniers, et facilitation des négociations dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général, selon qu'il convient

Échanges hebdomadaires avec les autorités compétentes, les partis politiques et les représentants de la société civile, notamment ceux qui défendent l'égalité des sexes et les droits des femmes, les donateurs et la communauté diplomatique, afin d'élargir et de renforcer la confiance, les rapports intercommunautaires et les activités conjointes

200 points d'information quotidiens via les outils numériques (médias sociaux et site Web), destinés à promouvoir les réunions, les manifestations et activités. Journées internationales facilitées par la Force, qui contribuent à renforcer la confiance, les relations intercommunautaires et le mouvement en faveur de la paix sur l'île

Soutien à l'organisation de 4 activités de communication concernant le déminage, l'exploitation et les atteintes sexuelles et les questions de genre

Renforcement de la capacité de la Force de contribuer au travail des médias des deux communautés et de la presse internationale grâce à 50 présentations de fond, 50 interviews et 25 visites accordées aux médias, et à la publication de 12 déclarations à la presse

Fourniture d'un appui à la participation pleine et effective des femmes aux efforts globaux déployés en faveur de la paix et de la sécurité notamment par une action visant à faciliter les activités intercommunautaires axées sur l'égalité des genres,

4 Réunions du Comité technique chargé des questions humanitaires

3 Réunions du Comité technique de l'environnement

15 Réunions avec des représentants des dirigeants des deux parties visant à parvenir à un accord concernant diverses mesures de confiance et à régler des questions précises se posant sur le terrain

Oui Des échanges ont eu lieu avec les autorités compétentes des deux parties, y compris au niveau local (municipal), ainsi qu'avec des représentants et membres des communautés

350 Points d'information quotidiens via les outils numériques (médias sociaux et site Web)

Le nombre de points d'information via les outils numériques a été plus élevé que prévu car la Force s'est efforcée de donner plus de visibilité aux manifestations en ligne, et car la plupart des manifestations et activités se sont tenues en ligne, en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19. La Force a mis en avant les activités et manifestations bicommunautaires organisées avec les partenaires en communiquant activement sur les médias sociaux

4 Activités de communication ont fait l'objet d'un soutien

64 Présentations de fond

52 Entretiens accordés aux médias

12 Visites accordées aux médias

Le nombre de visites a été moins élevé que prévu, les déplacements de journalistes dans la zone tampon ayant été moins nombreux en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19

11 Déclarations à la presse

Oui En coordination avec la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, la Force a intensifié les efforts qu'elle menait à l'appui de la participation pleine et effective des femmes, en contribuant à diffuser les

en coordination avec la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, dans le cadre de réunions mensuelles, d'ateliers ciblés et de manifestations thématiques

conclusions de l'évaluation socioéconomique tenant compte des questions de genre demandée par le Conseil de sécurité, en soutenant une initiative locale et en lançant un dialogue virtuel sur l'action menée en vue d'approfondir les connaissances et compétences des femmes des deux communautés dans le domaine de la gestion financière

Coordination avec la société civile, la communauté diplomatique et d'autres partenaires de l'ONU aux fins de l'exécution des activités concernant les femmes et la paix et la sécurité et fourniture d'un appui au renforcement de l'égalité des sexes dans le cadre d'au moins 50 réunions et ateliers ciblés

82 Réunions et ateliers ciblés

Le nombre de réunions et ateliers ciblés a été plus élevé que prévu car la Force s'est employée à mieux faire connaître aux jeunes les initiatives liées aux femmes et à la paix et à la sécurité

Réalisation escomptée 1.2 : Gestion des activités civiles dans la zone tampon et maintien du calme entre les communautés

Indicateurs de succès prévus

Maintien du nombre d'activités civiles autorisées dans la zone tampon (2018/19 : 1 114 ; 2019/20 : 1 982 ; 2020/21 : 2 500)

Règlement de toutes les questions soulevées par les communautés minoritaires de l'une et l'autre partie

Indicateurs de succès effectifs

Au total, 1 919 activités civiles ont été autorisées dans la zone tampon (158 permis d'exploitation agricole, 24 cartes d'exploitation agricole, 44 permis de pâturage, 427 permis de travail et 348 autorisations d'accès ont été délivrés). En outre, 918 escortes ont été assurées par des membres de la police des Nations Unies et des militaires à l'appui d'activités menées par des civils dans la zone tampon

Le nombre d'activités a été moins élevé que prévu en raison des contraintes pesant sur le renouvellement des permis délivrés aux agriculteurs ; de la prolongation de la durée de validité des permis ; de la diminution générale des activités menées par des civils, notamment les pèlerinages religieux, du fait des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19

Objectif atteint : 86 nouvelles questions ont été soulevées et réglées – 6 cas de franchissement de la zone tampon par des ambulances, 41 cas de franchissement par des patients devant recevoir un traitement médical et 39 cas d'échange de médicaments de part et d'autre de la zone tampon, tous les points de passage ayant été fermés en raison de la pandémie de COVID-19

2 questions essentielles portant sur les droits civils, politiques et religieux des Chypriotes grecs et turcs n'ont pas été réglées. Compte tenu de leur nature politique, elles ne pourront pas l'être sans un changement d'orientation de la part des autorités respectives

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Collecte hebdomadaire d'informations sur les perceptions de la population locale, notamment des représentants communautaires, des femmes et des jeunes, l'objectif étant de promouvoir un dialogue et des interactions intercommunautaires plus ciblés	52	Rapports
Visites hebdomadaires auprès de Chypriotes grecs et de maronites de la partie nord, et échanges avec eux	105	Visites humanitaires, dont 12 remises de chèques de pension (uniquement à des Chypriotes grecs), 79 livraisons de fournitures humanitaires et 14 transferts de dépouille mortelle La Force n'a effectué aucune visite à domicile pendant l'exercice considéré, en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19
Réunions mensuelles avec les autorités compétentes pour régler les questions liées, entre autres, au logement, à l'aide sociale, à l'éducation, à la justice et à l'emploi intéressant les Chypriotes turcs de la partie sud	14	Réunions de liaison et consultations
Contacts quotidiens et réunions avec les autorités concernées et la population civile en vue de promouvoir le respect des procédures de la Force concernant l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles	27	Réunions de sensibilisation à l'intention des agriculteurs
Contacts quotidiens avec les autorités centrales aux fins du règlement des problèmes rencontrés par les deux communautés, notamment dans les domaines éducatif, culturel, religieux et environnemental	46	Visites conjointes sur le terrain
	582	Réunions et activités de liaison avec les autorités locales
	527	Activités de liaison avec des particuliers
Visites mensuelles des lieux de détention et observation de procédures judiciaires, des deux côtés de l'île, afin de contrôler le bien-être et les conditions de détention (notamment la non-discrimination) des prisonniers et détenus issus de minorités et fourniture d'une escorte lors des visites familiales, selon que de besoin	98	Échanges de correspondance officielle avec les autorités sur des questions éducatives, culturelles et religieuses qui préoccupent les Chypriotes grecs, les Chypriotes turcs ou d'autres communautés minoritaires de l'île Les échanges ont été moins nombreux que prévu, aucune correspondance liée à la facilitation des offices religieux n'ayant été nécessaire, en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19
	2	Visites de prison (0 dans la partie nord et 2 dans la partie sud) Les visites ont été moins nombreuses que prévu car les points de passage ont été fermés en raison des restrictions des déplacements liés à la pandémie de COVID-19. En conséquence, la Force a tenu des réunions virtuelles, qui n'ont pas été aussi satisfaisantes pour les prisonniers et les détenus que des visites en

Facilitation, grâce à des contacts et à un dialogue avec les autorités compétentes et des groupes de la société civile de part et d'autre, de pèlerinages et autres manifestations religieuses ou culturelles dans des lieux situés des deux côtés de l'île ou dans la zone tampon et fourniture d'escortes, le cas échéant	présentiel, notamment du point de vue de la confidentialité des échanges
Fourniture de conseils juridiques sur des questions relatives à l'exécution du mandat de la Force et aux activités civiles dans la zone tampon	7 Demandes relatives à des célébrations religieuses et culturelles Le nombre de demandes a été moins élevé que prévu, car les deux parties ont ajourné des services religieux en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19, ce qui a limité les contacts entre les parties et, partant, les possibilités de réconciliation
Dialogue avec la police locale et les autorités judiciaires en cas de poursuites pour violations de la zone tampon par des civils, et fourniture d'un soutien et d'une coopération à l'appui de l'administration de la justice, y compris en acceptant, à titre volontaire, de participer aux procédures judiciaires	66 Avis/consultations et notes d'information à caractère juridique 2 Prises de participation à des procédures judiciaires

Réalisation escomptée 1.3 : Amélioration de la compréhension des facteurs influant sur l'exécution du mandat de la Force grâce aux travaux du Centre d'analyse conjointe de la mission

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Publication, par le Centre d'analyse conjointe de la mission et à l'intention des dirigeants de la Force, de rapports analytiques sur les affaires politiques et civiles, les questions de sécurité ainsi que d'autres faits nouveaux susceptibles d'influer sur le contexte politique et opérationnel dans lequel intervient la Force (2018/19 : 9 ; 2019/20 : 11 ; 2020/21 : 7)	Objectif atteint : au total, 14 rapports analytiques à l'intention des dirigeants de la Force ont été publiés, dont 8 rapports mensuels de suivi du Centre d'analyse conjointe de la mission, 2 rapports et analyses de tendances concernant le Système complet de planification et d'évaluation de la performance, 1 rapport d'analyse électorale et 3 rapports portant sur des questions liées à la zone tampon
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations</i>
Gestion d'un plan de collecte d'informations à l'échelle de la mission et établissement, à l'intention de la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la mission, de plus de 6 produits analytiques et évaluations prévisionnelles destinés à l'aider à prendre des décisions fondées sur des données d'observation	1 Plan de collecte d'informations à l'échelle de la mission 14 Produits analytiques et évaluations prévisionnelles
Élaboration, tous les trimestres, de cartes géoréférençant les « points chauds » de la zone tampon, ainsi que d'analyses et d'images, pour faciliter la gestion de la zone tampon	68 Cartes
Liaison hebdomadaire avec un réseau de contacts issus du milieu politique, de la société civile et du	64 Réunions et consultations hebdomadaires avec les représentants compétents des communautés

secteur de la sécurité, l'objectif étant de recueillir des informations provenant de diverses sources afin de permettre à la Force d'établir des rapports analytiques sur les affaires politiques et civiles et les questions de sécurité à l'intention de ses dirigeants

chypriotes grecque et turque et de la communauté diplomatique

Composante 2 : composante militaire

29. Au cours de l'exercice considéré, la Force a continué de s'employer résolument à maintenir une présence visible dans la zone tampon et à intervenir rapidement pour prévenir et désamorcer toute escalade des tensions militaires par des activités de liaison et de dialogue. Elle a eu recours à des technologies telles que les images satellite pour compenser les inconvénients causés par les restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19 et favoriser ainsi la continuité des opérations militaires. De plus, le personnel militaire de la Force a effectué plus de 4 000 tests PCR et mis sur pied les installations nécessaires pour accueillir les personnes soumises à une quarantaine ou à un isolement obligatoires. La Force a procédé à des évaluations de la performance afin de veiller à ce que les opérations de maintien de la paix facilitent l'exécution pleine et efficace des mandats et favorisent l'obtention d'excellents résultats.

30. La Force s'est concentrée sur les activités visant à maintenir la stabilité et a créé des conditions favorables à un règlement politique durable entre les deux parties, bien que la situation politique n'ait pas offert beaucoup d'occasions propices à des pourparlers de paix au cours de l'exercice considéré. La Force est parvenue à maintenir une situation stable sur le plan militaire le long des lignes de cessez-le-feu et dans la zone tampon, ce qui était un aspect prioritaire de l'appui au processus politique. Elle a également continué à soutenir la mise en œuvre de la mesure de confiance consistant à déminer la zone tampon, qui reste toutefois une véritable pierre d'achoppement entre elle et les forces adverses. Poursuivant ses patrouilles motorisées et faisant preuve de souplesse opérationnelle, la Force a continué de s'acquitter de ses tâches relatives au maintien des lignes de cessez-le-feu et à l'intégrité de la zone tampon des Nations Unies en appliquant les directives définies dans l'aide-mémoire de 2018.

Réalisation escomptée 2.1 : Maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon des Nations Unies

Indicateurs de succès prévus

Maintien du nombre de violations du cessez-le-feu à son minimum (2018/19 : 520 ; 2019/20 : 638 ; 2020/21 : 250)

Indicateurs de succès effectifs

Au total, 520 violations ont été dénombrées
Le nombre de violations a été plus élevé que prévu, essentiellement en raison de l'augmentation des violations liées à la progression des forces dans les secteurs contestés de la zone tampon, au non-respect du statu quo, à des activités de construction et à des dépassements d'effectifs dans des secteurs de la zone tampon où la délimitation est contestée

Produits prévus

107 944 jours-personne de patrouille motorisée, dont 100 620 jours-personne de patrouille

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre

103 456 Jours-personne de patrouille motorisée
96 564 Jours-personne de patrouille

Observations

(3 personnes par patrouille × 645 patrouilles par semaine × 52 semaines) ; 4 472 jours-personne de patrouille conjointe avec la police des Nations Unies (2 personnes par patrouille × 43 patrouilles par semaine × 52 semaines) ; 260 jours-personne de patrouille conjointe avec le Bureau intégré de la coordination des activités civiles dans le secteur (1 personne par patrouille × 5 patrouilles par semaine × 52 semaines) ; 2 592 jours-personne de patrouille aérienne (4 personnes par patrouille × 54 patrouilles par mois × 12 mois)

5 720 jours-personne de patrouille motorisée effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison, dont 1 872 dans le secteur 1 (2 personnes par patrouille × 18 patrouilles par semaine × 52 semaines) ; 1 560 dans le secteur 2 (2 personnes par patrouille × 15 patrouilles par semaine × 52 semaines) ; 2 288 dans le secteur 4 (2 personnes par patrouille × 22 patrouilles par semaine × 52 semaines)

10 950 jours-personne de service en poste d'observation permanent (10 postes × 1 personne par poste × 3 roulements × 365 jours)

365 jours-personne de service en poste d'observation de jour (1 poste × 1 personne × 365 jours)

23 725 jours-personne de service pour assurer la sécurité des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 2 920 dans le secteur 1, aux camps San Martin et Roca (2 personnes × 2 camps × 2 roulements × 365 jours) ; 2 920 dans le secteur 2, à la caserne Wolseley (8 personnes × 365 jours) ; 4 380 dans le secteur 4, aux camps Général Stefanik et Szent István (3 personnes × 2 camps × 2 roulements × 365 jours) ; 13 505 dans la zone protégée par les Nations Unies (37 personnes × 365 jours)

1 060 heures de patrouille et d'appui aériens (88,3 heures de vol par mois × 12 mois) sur toute la longueur de la zone tampon

4 472 Jours-personne de patrouille conjointe avec la police des Nations Unies

260 Jours-personne de patrouille conjointe avec le Bureau intégré de la coordination des activités civiles dans le secteur

2 160 Jours-personne de patrouille aérienne
Le nombre de jours-personne de patrouille a été moins élevé que prévu en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19

4 992 Jours-personne de patrouille mobile effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison

1 352 Jours-personne de patrouille dans le secteur 1

1 456 Jours-personne de patrouille dans le secteur 2

2 184 Jours-personne de patrouille dans le secteur 4
Le nombre de jours-personne de patrouille a été moins élevé que prévu en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19

12 045 Jours-personne de service en poste d'observation permanent
Le nombre de jours-personne de service a été plus élevé que prévu, davantage d'opérations ayant été conduites dans 1 poste d'observation (PO 104) pour répondre aux besoins opérationnels nés pendant l'exercice considéré

365 Jours-personne de service en poste d'observation de jour

23 725 Jours-personne de service pour assurer la sécurité des installations des Nations Unies dans 6 camps

2 920 Jours-personne dans le secteur 1, aux camps San Martin et Roca

2 920 Jours-personne dans le secteur 2, à la caserne Wolseley

4 380 Jours-personne dans le secteur 4, aux camps Général Stefanik et Szent István

13 505 Jours-personne dans la zone protégée par les Nations Unies

964 Heures de patrouille et d'appui aériens
Le nombre d'heures de patrouille et d'appui aériens a été moins élevé que prévu car il a fallu réorienter des ressources afin de couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre

		des militaires et du personnel de police et du personnel civil
8571 contacts quotidiens de liaison avec les forces en présence, à tous les niveaux, sur des questions concernant la zone tampon, se répartissant comme suit : 2 731 au quartier général de la Force (17 contacts par semaine × 52 semaines × 3 officiers de liaison ; 27 contacts par an avec la commandante de la force ; 52 contacts par an avec le chef d'état-major) et 5 840 au niveau des secteurs (16 contacts × 365 jours)	10 967	Contacts quotidiens de liaison avec les forces en présence, à tous les niveaux, sur des questions concernant la zone tampon
	2 507	Contacts au quartier général de la Force
	8 460	Contacts au niveau des secteurs Les contacts ont été plus nombreux que prévu, car davantage d'échanges ont été tenus au format virtuel au niveau des secteurs, lorsqu'il n'était pas possible de les tenir en présentiel en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19
51 465 jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide, dont 17 520 en position d'astreinte à 2 heures (16 personnes par section × 3 secteurs × 365 jours) ; 9 855 en position d'astreinte à 30 minutes (9 personnes × 3 secteurs × 365 jours) ; 21 900 jours-personne à la Réserve mobile de la force en position d'astreinte à 2 heures (30 personnes par section × 2 sections × 365 jours) ; 2 190 jours-personne de réserve d'intervention rapide (2 personnes × 3 sections × 365 jours)	45 625	Jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide
	17 520	Jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide en position d'astreinte à 2 heures
	9 855	Jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide en position d'astreinte à 30 minutes
	16 060	Jours-personne à la Réserve mobile de la force en position d'astreinte à 2 heures
	2 190	Jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide Le nombre de jours personne de service a été moins élevé que prévu, les fonctions du personnel militaire ayant dû être légèrement adaptées afin d'assurer le fonctionnement des installations de quarantaine et d'isolement de la Force, en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19
1 095 jours-personne de service dans une réserve d'intervention hélicoptée en position d'astreinte à 30 minutes (3 personnes × 1 hélicoptère × 365 jours) ; 3 650 jours-personne de patrouille de police militaire (2 membres de la police militaire de la force par patrouille × 5 patrouilles par jour × 365 jours)	1 095	Jours-personne de service dans une réserve d'intervention hélicoptée en position d'astreinte à 30 minutes
	365	Jours-personne de patrouille de police militaire
Surveillance quotidienne de la zone tampon par télévision en circuit fermé, système de localisation de cibles, GPS et moyens d'observation nocturne	Oui	Tous les dispositifs
3 874 jours-personne d'appui, dont 936 auprès des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des missions de bons offices et des autres participants aux activités de renforcement de la confiance, de réconciliation et d'aide humanitaire et	3 678	Jours-personne d'appui
	924	Jours-personne d'appui auprès des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des missions de bons offices et des autres participants aux activités de renforcement de la

aux réunions des dirigeants et représentants des deux parties (468 manifestations × 2 personnes) ; 162 lors de manifestations officielles ; 516 aux activités de réapprovisionnement en fournitures humanitaires ; 2 260 sous la forme d'une aide militaire lors de manifestations locales, notamment de pèlerinages, de commémorations, de manifestations et de rencontres entre communautés		confiance, de réconciliation et d'aide humanitaire et aux réunions des dirigeants et représentants des deux parties
	102	Jours-personne d'appui lors de manifestations officielles
	186	Jours-personne d'appui aux activités de réapprovisionnement en fournitures humanitaires
	2 466	Jours-personne d'appui sous la forme d'une aide militaire lors de manifestations locales, notamment de pèlerinages, de commémorations, de manifestations et de rencontres entre communautés Le nombre de jours-personne de patrouille a été moins élevé que prévu en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19
Entretien et surveillance de 11 592 mètres de clôture entourant les 4 champs de mines restants dans la zone tampon ; planification de la lutte antimines et réalisation d'enquêtes non techniques ; directives techniques sur les engins explosifs et la gestion sans risques des munitions ; consignes sur les engins explosifs destinées à permettre au Comité des personnes disparues à Chypre de mener ses activités en toute sécurité ; sensibilisation au danger des mines et des restes explosifs de guerre afin d'appuyer les mesures de protection de la Force et les mesures de confiance, et de faciliter le retour à la normale	11 592	Mètres de clôture entourant les 4 champs de mines restants entretenus et surveillés

Composante 3 : police des Nations Unies

31. Le personnel de la police des Nations Unies s'est concentré en priorité sur le renforcement de la confiance entre les deux communautés et sur les activités liées à l'utilisation accrue de la zone tampon à des fins civiles, notamment en renforçant les relations avec les forces de police et autres autorités des deux parties, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales des deux communautés, afin de définir des stratégies plus efficaces de lutte contre la criminalité. Il a également aidé les forces de l'ordre des deux parties à enquêter sur les infractions commises dans la zone tampon, notamment liées au braconnage et au déversement illégal de déchets. Il a continué d'appuyer l'application de mesures de confiance, de chercher de nouveaux moyens de promouvoir la coopération entre les autorités de police des deux parties s'agissant des affaires criminelles touchant les deux communautés et de soutenir l'action de bons offices du Secrétaire général concernant le Comité technique de la criminalité et les questions pénales et de la Salle de communication mixte. Malgré les restrictions des déplacements liés à la pandémie de COVID-19, qui ont pesé sur ses capacités opérationnelles, la police des Nations Unies a continué à faciliter les escortes et à apporter lorsque c'était possible, un appui aux points de passage, où elle a sensiblement renforcé son action de facilitation de l'aide humanitaire, et a assuré le suivi des restrictions mises en place par les deux parties en raison de la crise sanitaire.

Réalisation escomptée 3.1 : Renforcement du maintien de l'ordre dans la zone tampon des Nations Unies

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Diminution du nombre d'atteintes à la sécurité ou de violations graves grâce au renforcement des mesures de prévention, notamment au renforcement de la liaison et de la collaboration avec les services de police des deux parties, d'autres entités chargées du maintien de l'ordre et les populations locales (2018/19 : 546 ; 2019/20 : 530 ; 2020/21 : 410)

Au total, 644 violations ont été dénombrées
L'augmentation du nombre de violations tient essentiellement à celle du braconnage, du déversement illégal de déchets et de l'abattage illicite d'arbres

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre

Observations

6 570 jours-personne de patrouille de la police des Nations Unies (2 membres de la police par équipe × 9 équipes de police × 365 jours)

14 348 Jours-personne de patrouille de la police des Nations Unies

Le nombre de jours-personne de patrouille a été plus élevé que prévu, ce qui s'explique principalement par l'application des recommandations issues de l'examen stratégique, préconisant de réaffecter des policiers du quartier général à des fonctions de patrouille et de cibler de domaines d'intérêt spécifiques intéressant la chasse, le braconnage, la contrebande, le vol, le déversement illégal de déchets et autres activités illégales, et par la mise en place de patrouilles pédestres et cyclistes, compte tenu des mesures de distanciation sociale liées à la pandémie de COVID-19

2 555 jours-personne de surveillance des points de passage assurée par la police des Nations Unies (1 membre de la police par point de passage × 7 points de passage × 365 jours)

4 558 Jours-personne de patrouille de la police des Nations Unies

Le nombre de jours-personne de patrouille a été plus élevé que prévu car la police des Nations Unies a conduit davantage d'opérations de surveillance aux points de passage, en raison de la hausse des activités de facilitation de l'aide humanitaire et des activités de suivi des restrictions mises en place par les deux parties en raison de la crise sanitaire

520 jours-personne d'aide humanitaire fournie par la police des Nations Unies aux Chypriotes grecs et aux maronites dans la partie nord et aux Chypriotes turcs dans la partie sud (2 membres de la police × 5 jours par semaine × 52 semaines)

520 Jours-personne d'aide humanitaire de la police des Nations Unies

3 952 jours-personne de contribution de la police des Nations Unies aux activités liées à la réglementation de l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles (7 membres de la police × 5 jours par semaine × 52 semaines = 1 820 ; 41 membres de la police × 1 jour par semaine × 52 semaines = 2 132)

3 952 Jours-personne d'aide humanitaire de la police des Nations Unies

312 jours-personne de contribution de la police des Nations Unies aux activités de liaison avec les autorités de police des deux parties et d'autres entités chargées du maintien de l'ordre (2 membres de la police × 3 jours de réunion par semaine × 52 semaines)	312 Jours-personne d'aide humanitaire de la police des Nations Unies
728 jours-personne de contribution de la police des Nations Unies à l'organisation d'escortes au point de passage de Limnitis/Yeşilirmak (2 membres de la police par jour × 7 jours par semaine × 52 semaines)	544 Jours-personne d'aide humanitaire de la police des Nations Unies Le nombre de jours-personne d'aide humanitaire a été moins élevé que prévu, essentiellement en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19 appliquées au niveau du point de passage de Limnitis/Yeşilirmak
48 jours-personne d'assistance technique de la police des Nations Unies au Comité technique de la criminalité et des questions pénales (1 membre de la police × 1 jour de réunion par semaine × 48 semaines)	48 Jours-personne de patrouille de la police des Nations Unies
260 jours-personne de contribution de la police des Nations Unies aux activités de liaison et de surveillance de la Salle de communication mixte (1 membre de la police × 5 jours par semaine × 52 semaines)	260 Jours-personne de patrouille de la police des Nations Unies

Composante 4 : appui

32. Durant l'exercice considéré, la composante Appui a fourni des services logistiques, financiers et administratifs et des services de sécurité efficaces et performants à des effectifs moyens réels de 883 membres du personnel en tenue et 158 membres du personnel civil, afin d'aider la Force à s'acquitter de son mandat en exécutant les produits correspondants.

33. Les services d'appui couvraient tous les domaines : administration des ressources humaines, finances, budget et communication de l'information financière, soins de santé, informatique et communications, transports, suivi et gestion de l'approvisionnement en rations, en carburant et en fournitures générales, et services de sécurité et de sûreté destinés à l'ensemble du personnel de la Force.

34. Bien que la livraison des produits prévus ait été retardée par les restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19, la Force a mené à bien plusieurs de ses projets d'infrastructures essentiels, dont la réfection du câblage électrique au camp Roca, la mise à niveau de l'enceinte périphérique pour les vols de l'ONU, le remplacement du système d'alarme et d'extinction en cas d'incendie, les travaux d'amélioration d'installations de la force (dont des travaux de rénovation), la connexion de l'infrastructure photovoltaïque au réseau électrique national et la mise en place du dispositif de tri des déchets environnementaux. Certaines activités, à savoir des travaux de bitumage, des travaux d'entretien des bâtiments en dur, l'installation de réseaux de télévision en circuit fermé supplémentaires et le remplacement de panneaux photovoltaïques dans les abris de communication n'ont pas pu être exécutées pendant l'exercice, car il a fallu réorienter des ressources pour couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil.

Réalisation escomptée 4.1 : Fourniture à la Force, dans les meilleurs délais, de services d'appui efficaces, rationnels et responsables

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (hors opérations de recherche et de sauvetage et évacuations sanitaires primaires et secondaires) (2018/19 : 80,0 % ; 2019/20 : 94,9 % ; 2020/21 : $\geq 90,0$ %)	91,0 %
Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2018/19 : 5,1 % ; 2019/20 : 5,3 % ; 2020/21 : 7,0 %)	2,6 %
Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2018/19 : 49,3 % ; 2019/20 : 49,3 % ; 2020/21 : $\geq 50,0$ %)	47,0 %
Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2018/19 : 78 ; 2019/20 : 51.4 ; 2020/21 : ≤ 45)	63 jours Le nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve a été plus élevé que prévu, car le processus de sélection d'un(e) candidat(e) a été retardé de 60 jours en raison des restrictions en matière de voyages internationaux liées à la pandémie de COVID-19
Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : ≤ 120)	Sans objet
Note globale dans le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2018/19 : 86 ; 2019/20 : 88 ; 2020/21 : 100)	89 Cette note, moins élevée que prévu, s'explique par une demande élevée d'électricité et par l'insuffisance de l'effectif affecté à la coordination, au suivi et au contrôle de l'application par la Force de sa stratégie environnementale. Elle a toutefois augmenté par rapport à l'exercice précédent grâce aux gains d'efficacité que la Force a obtenus, notamment en utilisant le réseau électrique national
Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2018/19 : 97 % ; 2019/20 : 99 % ; 2020/21 : $\geq 85,0$ %)	99,0 %
Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2018/19 : 75 %, 2019/20 : 85 % ; 2020/21 : 100 %)	95,0 %

Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2018/19 : 1 954 ; 2019/20 : 1 937 ; 2020/21 : $\geq 1 800$)	1 876	
Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2018/19 : 100,0 % ; 2019/20 : 100,0 % ; 2020/21 : 100,0 %)	100,0 %	
Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2018/19 : 98,7 % ; 2019/20 : 99,1 % ; 2020/21 : ≥ 95 %)	99,4 %	
Nombre d'accidents de la route (moyenne mensuelle) (2018/19 : 4,4 ; 2019/20 : 5 ; 2020/21 : 3)	5	Le nombre moyen d'accidents de la route, plus élevé que prévu, s'explique principalement par le fait que les nouveaux membres du personnel connaissaient mal les conditions de circulation à Chypre

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Amélioration des services

Exécution du plan d'action environnemental de la mission, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration	Oui	Le plan d'action environnemental a été mis en œuvre conformément à la stratégie environnementale de l'Administration
Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'Administration	Oui	La stratégie et le plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement ont été mis en œuvre
Mise en place de structures normalisées dans la mission	Oui	Des structures normalisées ont été mises en place

Audit, contrôle des risques et conformité

Application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne devant être mises en œuvre avant la fin de l'année (31 décembre) et des recommandations non encore appliquées formulées par le Comité des commissaires aux comptes au cours d'exercices budgétaires antérieurs et acceptées par l'administration	4	Recommandations du Bureau des services de contrôle interne vont être mises en œuvre
	10	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes datent de plus d'un an
	8	Recommandations non encore appliquées ont été formulées par le Comité des commissaires aux comptes au cours de l'exercice budgétaire précédent

Services de transports aériens

Exploitation et entretien de 3 hélicoptères	3	Hélicoptères
Exécution par des prestataires militaires des 1 060 heures de vol prévues aux fins des patrouilles et des missions d'observation, de recherche et	964	Heures de vol Le nombre d'heures de patrouille et d'appui aériens a été moins élevé que prévu car il a

sauvetage et d'évacuation sanitaire primaire et secondaire

fallu réorienter des ressources afin de couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil

Contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour 3 appareils, ainsi que pour 18 aéroports et sites d'atterrissage

3 Appareils

18 Aéroports et sites d'atterrissage

Budget, finances et communication de l'information

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 52,0 millions de dollars, comprenant des contributions volontaires en nature chiffrées à 0,5 million de dollars

52,2 Millions de dollars approuvés au budget, dont 0,5 million de dollars sous forme de contributions volontaires en nature

Établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Force, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

Oui La version définitive des états financiers a été établie conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, ainsi qu'au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

Services relatifs au personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 164 civils (39 agents recrutés sur le plan international, 123 recrutés sur le plan national et 2 membres du personnel temporaire), notamment d'un appui direct en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement du personnel, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

158 Membres du personnel civil (effectif moyen), dont :

37 Agents recrutés sur le plan international (effectif moyen)

119 Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)

2 Membres du personnel temporaire (effectif moyen)

Organisation d'activités de formation dans la zone de la mission (bénéficiaires : 20 membres du personnel civil, soit 5 agents recrutés sur le plan international et 15 sur le plan national) et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la mission (bénéficiaires : 46 membres du personnel civil, soit 18 agents recrutés sur le plan international et 28 sur le plan national)

21 Participants à des activités de formation dans la zone de la mission (4 agents recrutés sur le plan international et 17 sur le plan national)

Aucun Participant à des activités de formation à l'extérieur de la zone de la Mission

Le nombre de participants est inférieur aux prévisions, les activités de formation à l'extérieur de la zone de la mission ayant été ajournées en raison des restrictions en matière de voyages internationaux liées à la pandémie de COVID-19

Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel civil : 46 demandes en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation et 46 demandes à des fins de formation

2 Demandes de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation

Aucune Demande de voyage à des fins de formation

Le nombre de demandes pour lesquelles un appui a été fourni est moins élevé que prévu, les demandes de voyages ayant été ajournées en raison des restrictions des déplacements internationaux liées à la pandémie de COVID-19

Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

Services d'entretien et de réparation portant sur 26 installations de la mission, y compris le traitement d'un nombre annuel moyen de 3 400 demandes de services

26 Installations (6 camps et 20 bases de patrouille et postes d'observation)

2 730 Demandes de services traitées

Le nombre de demandes traitées est moins élevé que prévu en raison des améliorations apportées aux services au cours des exercices précédents et des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19, qui se sont traduites par une diminution des demandes présentées

Exécution de 9 projets de rénovation et d'aménagement, y compris l'entretien de 75 kilomètres de route et de 18 aérodromes et aires de poser

4 Projets de construction, de rénovation et d'aménagement

Le nombre de projets exécutés a été inférieur aux prévisions, essentiellement car il a fallu réorienter des ressources afin de couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil

75 Kilomètres de pistes de patrouille

18 Aires de poser d'hélicoptères

Exploitation et entretien de 51 groupes électrogènes appartenant à l'ONU

51 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU

Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU, dont 6 stations de traitement et de purification de l'eau dans 4 sites

6 Installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU exploitées et entretenues dans 4 sites

Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 26 sites

26 Sites

Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres, de lutte phytosanitaire et de blanchisserie dans 26 sites

26 Sites

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 994 812 litres de carburant (199 332 pour les opérations aériennes, 623 700 pour les transports terrestres et 171 780 pour les groupes électrogènes et d'autres équipements) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage de l'île

813 973 Litres de carburant (nombre total), dont :

176 010 Litres de carburant aviation

563 954 Litres de carburant destinés aux transports terrestres

74 009 Litres de carburant destinés aux groupes électrogènes et aux appareils de chauffage

Le volume de carburant a été moins élevé que prévu, la consommation ayant diminué en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19

Services liés aux technologies

Fourniture de 351 radios portatives, de 237 radios mobiles pour véhicules et de 50 radios fixes, ainsi que de l'appui y afférent

Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, de 8 centraux téléphoniques, de 34 liaisons hertziennes et de 5 terminaux de réseau satellitaire mondial à large bande, et gestion de 421 forfaits pour téléphone mobile par satellite

Fourniture de 266 ordinateurs et de 40 imprimantes pour un effectif moyen de 299 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 187 appareils et 24 imprimantes permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et de services communs

Services d'appui et de maintenance afférents à 6 réseaux locaux ou étendus dans 26 sites

Analyse de données géospatiales portant sur une surface de quelque 10 000 km², mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 300 cartes environ

Services médicaux

Exploitation et entretien de centres médicaux appartenant à l'ONU (3 centres ou dispensaires de niveau I et 8 postes de premiers secours) et appui à des centres médicaux appartenant aux contingents (2 centres de niveau I) et à des centres médicaux appartenant à l'ONU (4 centres de niveau I) répartis dans 6 sites

Entretien des dispositifs d'évacuation sanitaire vers 7 centres médicaux (2 de niveau III et 5 de niveau IV) répartis dans 4 sites dans la zone de la mission

351 Radios portatives

237 Radios mobiles pour véhicules

50 Radios fixes

8 Centraux téléphoniques

34 Liaisons hertziennes

5 Terminaux pour réseau satellitaire mondial à large bande

421 Forfaits pour téléphone mobile par satellite

266 Ordinateurs pour 299 utilisateurs civils et en tenue

40 Imprimantes pour 299 utilisateurs civils et en tenue

187 Ordinateurs pour les membres des contingents

24 Imprimantes pour les membres des contingents

6 Réseaux locaux

26 Réseaux étendus

10 000 Kilomètres carrés

210 Cartes produites

Le nombre de cartes est moins élevé que prévu en raison de la mise en service du système mobile de diffusion de l'information géospatiale de l'ONU, sous forme de logiciel et d'application mobile administrés par la Base de soutien logistique des Nations Unies, qui permet d'accéder instantanément à des cartes et à des images numériques en remplacement des cartes imprimées

3 Centres médicaux de niveau I

8 Postes de premiers secours

2 Centres médicaux de niveau I appartenant aux contingents

4 Cliniques de niveau I appartenant à l'ONU

3 Centres médicaux de niveau III

Le nombre de centre médicaux de niveau III est plus élevé que prévu, des arrangements contractuels ayant été conclus avec une structure médicale située dans le sud, aux fins de la prestation, au personnel de la Force basé à Nicosie, de soins spécialisés que la structure principale n'était pas en mesure de fournir ;

Services de gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs aux fins de l'achat de biens et de produits de base pour un montant estimatif de 5,3 millions de dollars

Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles et des stocks avec ou sans valeur marchande, ainsi que des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 25,2 millions de dollars, et communication de l'information y relative

Services relatifs au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 929 militaires et policiers (53 officiers d'état-major, 807 membres des contingents et 69 policiers des Nations Unies)

Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 3 unités militaires réparties dans 4 sites

Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau en bouteille pour un effectif moyen de 802 membres des contingents (dont les officiers d'état-major)

Appui au traitement des demandes d'indemnités et prestations pour un effectif moyen de 869 militaires et membres du personnel de police

Appui au traitement de 10 demandes de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation et de 8 demandes de voyage à des fins de formation

toutefois, cela n'a pas eu d'incidence financière au titre de l'exercice considéré

5 Centres médicaux de niveau IV

4,8 Millions de dollars de biens et produits de base
Ce montant est moins élevé que prévu car il a fallu réorienter des ressources afin de couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil

27,2 Millions de dollars de stocks et équipements avec ou sans valeur marchande
Le montant est supérieur aux prévisions, ce qui s'explique par la comptabilisation d'un nombre plus élevé d'équipements dont la valeur était inférieure au seuil d'immobilisation

764 Membres des contingents (effectif moyen), dont :

54 Officiers d'état-major (effectif moyen)

65 Membres de la police des Nations Unies (effectif moyen)

12 Vérifications menées dans le cadre de la mission

4 Rapports d'inspection présentés au Siège

1 Tournée d'inspection du matériel majeur

818 Membres des contingents, dont les officiers d'état-major (effectif moyen)

883 Membres du personnel militaire et du personnel de police (effectif moyen), dont :

764 Membres du personnel militaire

54 Officiers d'état-major

65 Membres du personnel de police

2 Demandes de voyage en dehors de la zone de la mission

4 Demandes de voyage à des fins de formation
Le nombre de demandes pour lesquelles un appui a été fourni est moins élevé que prévu, les demandes de voyages ayant été ajournées en raison des restrictions des déplacements

internationaux liées à la pandémie de COVID-19

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 230 véhicules appartenant à l'ONU (168 véhicules légers de transport de passagers, 12 véhicules à usage spécial, 4 ambulances, 2 véhicules blindés, et 44 autres véhicules, remorques et attelages spécialisés), 23 véhicules appartenant aux contingents et 34 véhicules de location, et fourniture de services de sécurité routière et d'autres services de transport

234 Véhicules appartenant à l'ONU

Le nombre de véhicules est plus élevé que prévu, la Force ayant jugé, à l'issue de travaux d'entretien et de réparations d'ampleur, que 4 véhicules qui devaient être comptabilisés en perte étaient finalement en état d'être utilisés, ce qui lui a permis de louer moins de véhicules pendant l'exercice

23 Véhicules appartenant aux contingents

30 Véhicules de location

VIH/sida

En collaboration avec le Groupe du VIH/sida de la FINUL, organisation de 2 campagnes de consultation et de dépistage confidentiels du VIH, dans le cadre d'une démarche volontaire, à l'intention de toutes les catégories de personnel de la Force

Aucun Aucun dépistage volontaire (test de base) n'a été effectué dans les centres médicaux de l'ONU, et il n'a pas été offert de services de consultation confidentiels étant donné que les gouvernements qui fournissent des contingents font passer un examen médical aux soldats avant leur déploiement

Diffusion de messages en faveur des changements sociaux et comportementaux nécessaires à la prévention du VIH, au moyen notamment d'activités de sensibilisation, de formation par les pairs et d'information et de supports de communication à l'intention de tout le personnel de la Force

Oui Des programmes de sensibilisation ont été mis en place, sous la forme d'une formation initiale obligatoire, de distributions de préservatifs masculins et féminins et d'exposés et de présentations portant notamment sur la situation locale et mondiale en ce qui concerne le VIH/sida, qui ont été organisées en ligne en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19

Sécurité

Établissement, actualisation et présentation de documents essentiels relatifs à la sécurité, notamment le plan de sécurité pour le pays, les évaluations des risques de sécurité, les comptes rendus d'incident, les mises à jour et bilans relatifs à la sécurité et les rapports portant sur les opérations d'évacuation et de réception

Oui Le plan de sécurité pour le pays, qui comprend divers plans d'urgence, dont un plan d'évacuation et de réinstallation, un plan d'intervention en cas d'événement entraînant un lourd bilan humain, des plans de gestion des crises, un plan de communication et un plan de coordination en cas d'urgence, a été révisé, et les mesures d'évaluation des risques de sécurité, les mesures de gestion des risques et les mesures de sécurité applicables au domicile du système de gestion de la sécurité des Nations Unies à Chypre ont été mises à jour

Mise en œuvre de mesures anti-incendie propres à garantir une intervention efficace en cas d'incendie, à atténuer les dégâts et à prévenir les risques dans l'ensemble des installations de l'ONU

Oui La Force a procédé à des évaluations périodiques de la sécurité incendie, des mesures de prévention et des risques, organisé des cours de formation à la sécurité incendie à

		l'intention de l'ensemble de son personnel et des exercices d'évacuation incendie, coordonné étroitement les activités avec les services d'urgence du pays hôte, notamment dans le cadre de réunions, et revu les plans d'intervention d'urgence en cas d'incendie, à savoir les plans de sécurité, les plans d'intervention immédiate, y compris pour les incendies causés par des combustibles, et les plans et procédures d'évacuation d'urgence
Délivrance de plus de 1 300 cartes d'identité des Nations Unies et de badges d'accès à la zone protégée par les Nations Unies aux différentes catégories de personnel qui doivent pouvoir accéder à cette zone et au camp des Bérets bleus	1 496	Cartes d'identité et badges d'accès Le nombre de cartes et badges est plus élevé que prévu car il a fallu en délivrer de nouveaux à des militaires et à des membres du personnel de police qui auraient dû être relevés mais dont le service a été temporairement prolongé en raison des restrictions des déplacements internationaux liées à la pandémie de COVID-19
Coordination des services de protection rapprochée des hauts responsables de la Force et des personnalités en visite, notamment lors des manifestations organisées par la Représentante spéciale du Secrétaire général et lors de réunions	Oui	La liaison a été assurée en ce qui concerne les questions de sécurité et des mesures de sécurité précises ont été mises en place, notamment des dispositifs de protection mobilisant des ressources de la mission et le concours du Gouvernement hôte et, dans certains cas, d'entités chargées de la sécurité internationale
Contrôle des conditions de sécurité au domicile de la responsable désignée/chef de la Force et d'autres membres du personnel	Oui	Des visites ont été organisées dans des lieux d'hébergement locaux, notamment des hôtels, afin de déterminer s'ils étaient adaptés pour loger des fonctionnaires en visite dans la zone de la mission et des membres du personnel, le cas échéant
Initiation aux questions de sécurité, formation de base à la prévention des incendies et exercices d'évacuation en cas d'incendie à l'intention de tous les nouveaux membres du personnel	Oui	Des stages sur les questions de sécurité et la lutte contre les incendies, des séances d'information et des stages périodiques de formation des formateurs ont été régulièrement organisés à l'intention de tout le personnel des Nations Unies travaillant au service de la Force, du Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre et de l'équipe de pays des Nations Unies à Chypre
Organisation de séances d'information sur la sécurité incendie, sur les codes et procédures de lutte contre les incendies et sur l'utilisation des véhicules et du matériel à l'intention du personnel militaire des Nations Unies	Oui	Des stages sur les questions de sécurité et la lutte contre les incendies, des séances d'information et des stages périodiques de formation des formateurs ont été régulièrement organisés à l'intention du personnel des Nations Unies travaillant au service de la Force

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) – (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	19 460,2	20 112,0	(651,8)	(3,3)
Police des Nations Unies	2 410,3	2 386,4	23,9	1,0
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	21 870,5	22 498,4	(627,9)	(2,9)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	6 292,9	7 012,9	(720,0)	(11,4)
Personnel recruté sur le plan national	8 890,2	9 015,8	(125,6)	(1,4)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	354,3	422,9	(68,6)	(19,4)
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Total partiel	15 537,4	16 451,6	(914,2)	(5,9)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	33,1	27,9	5,2	15,7
Voyages officiels	251,0	23,5	227,5	90,6
Installations et infrastructures	7 102,3	6 075,4	1 026,9	14,5
Transports terrestres	1 962,6	1 990,4	(27,8)	(1,4)
Opérations aériennes	2 210,4	1 973,8	236,6	10,7
Opérations maritimes ou fluviales	–	5,8	(5,8)	–
Communications et informatique	1 592,6	1 448,2	144,4	9,1
Santé	231,1	502,0	(270,9)	(117,2)
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	959,1	729,3	229,8	24,0
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	14 342,2	12 776,3	1 565,9	10,9
Total brut	51 750,1	51 726,3	23,8	0,0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 612,7	2 732,1	(119,4)	(4,6)
Total net	49 137,4	48 994,2	143,2	0,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	503,0	313,3	189,7	37,7
Total	52 253,1	52 039,6	213,5	0,4

^a Dont une contribution du Gouvernement chypriote au titre des services d'entretien des locaux de la Force et de l'acquisition de matériel pour les installations et infrastructures, ainsi que des rations.

B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

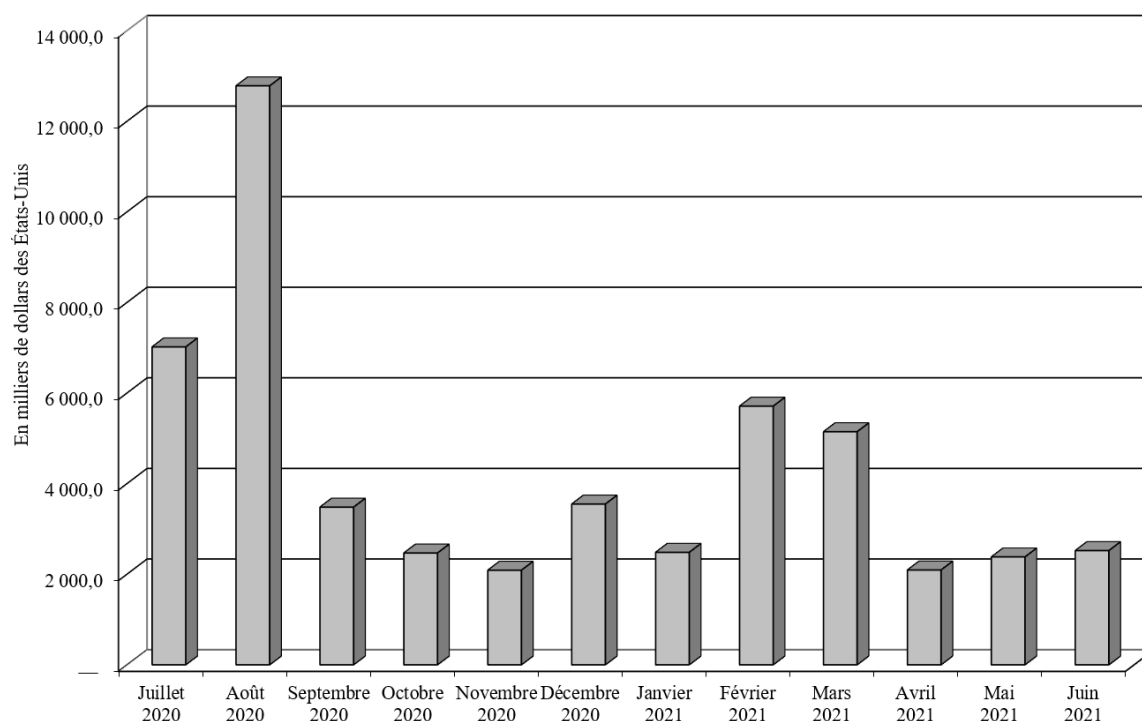
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	21 870,5	628,0	22 498,5
II. Personnel civil	15 537,4	919,0	16 456,4
III. Dépenses opérationnelles	14 342,2	(1 547,0)	12 795,2
Total	51 750,1	–	51 750,1
Pourcentage de réaffectations			3,0

35. Au cours de l'exercice considéré, des fonds ont été réaffectés de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) aux catégories I (Militaires et personnel de police) et II (Personnel civil). La réaffectation de fonds à la catégorie I tient au fait que le taux de vacance effectif moyen pour le personnel militaire (4,9 %) a été moins élevé que prévu dans le budget (6,7 %), les membres des contingents déployés pour assurer la relève ayant dû observer une quarantaine de 14 jours en raison de la pandémie de COVID-19. La réaffectation de fonds à la catégorie II tient au fait que les dépenses au titre du personnel international ont été plus élevées que prévu, du fait de l'application d'un coefficient d'ajustement moyen effectif (27,3 %) supérieur au coefficient de 17,5 % appliqué dans le budget approuvé pour le calcul des traitements des membres de cette catégorie de personnel.

36. La réaffectation de ressources de la catégorie III aux catégories I et II a pu se faire car l'ordre de priorité des activités a été revu : la Force n'a pas eu recours à des prestataires de services et a reporté l'achat de matériel, de fournitures et de pièces de rechange, qui relèvent des rubriques Installations et infrastructures, Communications et informatique et Fournitures, services et matériel divers.

C. Évolution des dépenses mensuelles



37. Le pic constaté en juillet 2020 s'explique principalement par la comptabilisation des engagements au titre des rations, du matériel majeur appartenant aux contingents et des services d'entretien, tandis que le pic d'août 2020 est imputable à la comptabilisation des engagements liés au remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard et aux services collectifs de distribution et services d'élimination des déchets. Les pics constatés en février et mars 2021 sont dus à la comptabilisation des engagements au titre de la location et de l'exploitation d'hélicoptères et du remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	41,7
Produits divers ou accessoires	257,7
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	529,8
Total	829,2

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Contingents	
Matériel majeur	658,3
Soutien logistique autonome	174,7
Total	833,0

<i>Facteurs applicables à la mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	—	—	—
Usage opérationnel intensif	—	—	—
Actes d'hostilité ou abandon forcé	1,7	1 ^{er} juillet 2017	31 janvier 2020
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,75		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	968,9
Contributions volontaires en nature (non budgétisées) ^b	162,0
Total	1 130,9

^a Y compris la valeur marchande de l'usage des postes d'observation et des bâtiments à usage de bureaux ou de logements mis à la disposition des contingents et de la police des Nations Unies par le Gouvernement chypriote.

^b Fourniture à titre gracieux, par un organisme public œuvrant en faveur de la paix, de la sécurité et du développement, de services d'experts en vue de l'exécution des tâches relatives aux affaires civiles.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>
Contingents	(651,8) (3,3 %)

38. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le montant effectif plus élevé que prévu : a) du remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard, en raison de l'obligation, pour les militaires devant assurer la relève, d'observer une quarantaine de 14 jours en raison de la pandémie de

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

COVID-19, d'où un taux de vacance moyen effectif de 4,9 % contre le taux de 6,7 % prévu dans le budget approuvé ; b) de l'indemnité de subsistance (mission) des officiers d'état-major, en raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change effectif moyen s'étant établi à 0,841 euro pour 1 dollar, contre un taux prévu de 0,896 euro pour 1 dollar.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(720,0)	(11,4 %)

39. Le dépassement de crédits tient essentiellement : a) à l'application d'un coefficient d'ajustement moyen effectif (27,3 %) supérieur au coefficient de 17,5 % appliqué dans le budget approuvé pour le calcul des traitements des membres de cette catégorie de personnel ; b) au fait que le montant des dépenses communes de personnel au titre des avantages du personnel, notamment la prime et l'indemnité de réinstallation et la prime de rapatriement, a été supérieur aux prévisions, la Force ayant cherché à accélérer les procédures de recrutement.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(125,6)	(1,4 %)

40. Le dépassement de crédits tient principalement à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change effectif moyen s'étant établi à 0,841 euro pour 1 dollar, contre un taux de 0,896 euro pour 1 dollar prévu dans le budget approuvé. Il a été en partie compensé par le fait que le taux de vacance effectif moyen dans la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan national s'est établi à 14,3 %, contre un taux de 2,0 % prévu au budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(68,6)	(19,4 %)

41. Le dépassement de crédits tient à l'application d'un coefficient d'ajustement moyen effectif (27,3 %) supérieur au coefficient de 17,5 % appliqué dans le budget approuvé pour le calcul des traitements des membres de cette catégorie de personnel.

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	5,2	15,7 %

42. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que les dépenses au titre des services de consultants requis pour les travaux d'ingénierie ont été inférieures aux prévisions, des ressources ayant dû être réorientées afin de couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	227,5	90,6 %

43. La sous-utilisation des crédits tient principalement au fait que le nombre de voyages entrepris pour les déplacements officiels et la formation a été inférieur aux prévisions, les voyages devant être effectués dans le cadre des consultations avec la Représentante spéciale du Secrétaire général et les membres du Conseil de sécurité, des conférences des chefs d'état-major et des chefs de cabinet, du Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources, du programme de certification à la gestion du carburant et de l'évaluation du

personnel affecté aux missions ayant été reportés à l'exercice suivant, en raison des restrictions de déplacements internationaux liées à la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	1 026,9	14,5 %

44. La sous-utilisation des crédits tient principalement : a) au fait que l'on a reporté des travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien et l'achat d'installations préfabriquées, de matériel d'hébergement et de réfrigération, de groupes électrogènes et de matériel électrique et de matériel de sûreté et de sécurité, la Force ayant dû réorienter ses ressources pour couvrir des dépenses plus importantes que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil ; b) au coût moins élevé que prévu des services collectifs de distribution et des services d'élimination des déchets, la Force s'approvisionnant en électricité auprès du réseau énergétique du pays hôte, où les prix de l'électricité dans le sud ont été inférieurs aux prévisions ; c) aux dépenses moins élevées que prévu au titre des carburants et lubrifiants, découlant : i) de prix effectifs moyens au litre (0,61 dollar par litre) inférieurs aux prévisions (0,75 dollar par litre) ; ii) d'une consommation de carburant effective (74 009 litres) inférieure aux prévisions (171 780 litres), découlant des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	236,6	10,7 %

45. La sous-utilisation des crédits s'explique par des dépenses moins élevées que prévu au titre de la location et de l'exploitation d'hélicoptères, seules 964 heures de vol ayant été utilisées contre 1 060 heures prévues en budget, des ressources ayant dû être réorientées pour couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil.

	<i>Écart</i>	
Opérations maritimes ou fluviales	(5,8)	(0 %)

46. Les dépenses supplémentaires s'expliquent principalement par l'achat de conteneurs maritimes nécessaires au transport des installations préfabriquées et des blocs sanitaires, achat qui n'avait pas été anticipé et pour lequel aucun crédit n'avait été inscrit au budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
Communications et informatique	144,4	9,1 %

47. La sous-utilisation des crédits tient au fait que l'achat de matériel informatique et de matériel de communication, par exemple des équipements hertziens numériques et des serveurs lames a été reporté, des ressources ayant dû être réorientées pour couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil.

	<i>Écart</i>	
Santé	(270,9)	(117,2 %)

48. Le dépassement de crédits s'explique par a) le recours à des équipes médicales supplémentaires chargées de procéder à des tests PCR ; b) l'achat de fournitures dont l'acquisition n'était pas prévue dans le budget approuvé, dont des doses de vaccin

contre la grippe saisonnière pour le personnel de la Force, en application de la recommandation formulée par l'Organisation mondiale de la Santé à l'intention de toutes les entités des Nations Unies, ainsi que des tubes de prélèvement, des écouvillons et des tests antigéniques rapides, compte tenu de la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	229,8	24,0 %

49. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait a) que les dépenses au titre du fret ont été inférieures aux prévisions, des ressources ayant dû être réorientées afin de couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police et du personnel civil ; b) que le recours aux services divers mis en place à l'appui des manifestations bicommunautaires a été inférieur aux prévisions, ces manifestations ayant été reportées en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19 ; c) que le recours aux services de détection et d'élimination des mines a été inférieur aux prévisions, en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

50. En ce qui concerne le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 23 800 dollars ;

b) Se prononce sur l'affectation des autres produits de l'exercice clos le 30 juin 2021, soit 829 200 dollars [produits des placements (41 700 dollars), produits divers ou accessoires (257 700 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (529 800 dollars)].

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/299

(Résolution 75/299)

Décision ou demande

Se dit de nouveau gravement préoccupée par la menace que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter pour la vie, la santé et la sécurité, et souligne qu'il importe d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, notamment en utilisant des vaccins sûrs et efficaces pour le personnel civil et le personnel en tenue, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de la Force contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en font la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (par. 10)

Prend note des mesures qui ont été adoptées pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de maintien de la paix, notamment pour permettre à la Force de continuer d'exécuter son mandat tout en garantissant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales dans le pays hôte, et prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport sur l'exécution du budget de la Force et dans le projet de budget pour l'exercice suivant, des informations actualisées sur les conséquences de la pandémie, les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les mesures prises par la Force pour améliorer sa préparation et sa résilience et collaborer avec les autorités du pays hôte et les acteurs régionaux et sous-régionaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie (par. 11)

Mesures prises

On trouvera les informations demandées aux paragraphes 16 à 18 du présent rapport

La Force a continué d'appliquer le plan d'urgence élaboré en février 2020, afin que la chaîne d'approvisionnement en biens et fournitures essentiels (carburant, rations alimentaires, matériel médical et équipements de protection individuelle) ne soit pas rompue et que le personnel de la Force ne connaisse pas de pénurie. En conséquence, des biens et des fournitures essentiels ont été déployés auprès de diverses composantes sur des sites stratégiques de toute la zone de la mission afin d'appuyer les opérations prescrites par le mandat

La Force a diffusé en continu des informations utiles sur la pandémie de COVID-19 au moyen de bulletins d'information, d'exposés virtuels et de réunions générales virtuelles, le personnel a pu être informé de la situation sanitaire sur l'île, dans les environs et dans les locaux de la mission. Les réunions se sont tenues virtuellement, les réunions et les manifestations en présentiel étant limitées dans toute la mesure du possible. Les modalités de travail ont été aménagées avec succès et ces aménagements restent en vigueur pour répondre aux besoins du personnel en situation particulière. Des améliorations ont été apportées aux infrastructures existantes et aux protocoles de prévention en matière de santé et de sécurité pour prévenir les contaminations et la transmission du virus. Les plans de continuité des opérations ont été

*Décision ou demande**Mesures prises*

Note avec préoccupation les effets à moyen et à long terme de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur les pays, les régions et les sous-régions en proie à des conflits, et souligne qu'il importe que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies agissent, s'il y a lieu et dans la limite de leur mandat, en coordination avec les autorités nationales et les entités des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction après les conflits, la consolidation de la paix et le relèvement après la pandémie dans les pays et régions en conflit (par. 12)

Souligne également l'importance que revêt la bonne exécution du budget de l'ensemble des opérations de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de continuer d'améliorer le contrôle des activités des missions de maintien de paix et d'appliquer les recommandations formulées par les organes de contrôle compétents pour éviter des irrégularités de gestion et les pertes économiques connexes et garantir le plein respect du Règlement financier et des règles de gestion financière, tout en tenant compte comme il se doit des orientations et recommandations qu'elle-même a données, et de rendre compte de la question dans ses rapports sur l'exécution du budget de ces opérations (par. 31)

revus et mis à jour, l'objectif étant de veiller à ce qu'ils soient adaptés à l'objectif visé

Les mesures prises par la Force pour atténuer le risque de contamination et de transmission du virus au cours de l'exercice considéré se sont révélées efficaces, comme en témoigne le nombre peu élevé de cas de COVID-19 recensés au sein de la mission, à savoir 73 depuis le début de la pandémie, en mars 2020

Voir ci-dessus

Au 30 juin 2021, on dénombrait un total de 22 recommandations en suspens : 18 émanant du Comité des commissaires aux comptes (dont 11 pour lesquelles le classement avait été demandé et 7 qui étaient en cours d'application) et 4 émanant du Bureau des services de contrôle interne, qui étaient en cours d'application